La crise, qu'est-ce que c'est?

Une crise financière

Elle est due à la déréglementation totale des marchés financiers et à la montée en puissance du pouvoir des actionnaires dans le fonctionnement des entreprises.
Les pays du Sud subissent depuis de nombreuses années la violence des politiques imposées par les institutions financières internationales. Plusieurs crises financières ont eu lieu : crise au Mexique en 1994, crise asiatique en 1997, crise argentine en 2001, éclatement de la bulle internet en 2001. Mais la crise qui sévit depuis 2007 est d'une ampleur inédite. Ce n'est pas une crise passagère comme les précédentes, mais une crise du coeur du système capitaliste, la plus grave depuis quatre-vingts ans parce que la financiarisation s'est nourrie de la dévalorisation du travail.

Une crise sociale

La mondialisation libérale a déjà eu des conséquences sociales dramatiques :
- dégradation de la part des salaires dans la richesse produite au profit des actionnaires ;
- précarisation des salariés et à augmentation du chômage de masse ;
- restriction de la protection sociale (assurance maladie, retraites) ;
- explosion des inégalités ;
- recul de l'accès aux droits fondamentaux dans les pays du Sud (accès à l'alimentation, à la santé, à l'éducation...).
Aujourd'hui, ce sont encore les mêmes populations qui vont subir les conséquences d'une crise qui n'est pas de leur fait.

Mondialisation libérale : Nouvelle période du capitalisme qui s'est ouverte après la crise de rentabilité des années charnières 1960-70 et après les chocs pétroliers. Cette organisation économique du monde est fondée sur la liberté de circulation des capitaux et des marchandises, sans aucun contrôle démocratique, les États et les organismes internationaux approuvant ou laissant faire.

Face au G20, faisons converger nos luttes

Face à cette crise, les populations ont commencé partout à clamer leur colère. Au Sud, des émeutes de la faim ont éclaté l'année dernière, suite à l'explosion du prix des denrées agricoles. Elles témoignent d'une situation devenue insupportable pour des populations pouvant à peine subvenir à leurs besoins vitaux. En Grèce, les manifestations qui se sont déroulées à la fin 2008 témoignent du désespoir et de la rage d'une jeunesse européenne promise à la précarité. En Islande, la complicité entre les gouvernements et les élites financières, responsables de la quasi mise en faillite du pays, a poussé les citoyens à renverser leur gouvernement. En France, enfin, l'aveuglement du gouvernement face à la crise, qui continue à vouloir convertir à coup de « réformes » le pays aux vertus du néolibéralisme, a provoqué des manifestations massives le 29 janvier. Dans le même temps, les Antillais entamaient un mouvement exemplaire pour lutter contre la persistance d'une organisation économique aux mains de quelques descendants d'esclavagistes et des lobbies patronaux locaux.

Tous ces mouvements doivent converger afin de créer un mouvement international qui puisse peser face aux forces dominantes dans le monde, qui ne souhaitent que relégitimer un système à leur service exclusif.

Tous dans la rue le 28 mars !

Le forum social mondial a lancé un appel à se mobiliser, le 28 mars, lors de la réunion des vingt pays les plus riches du monde. Plus de 500 organisations issues de dizaines de pays ont répondu présentes pour être tous ensemble dans la rue le 28 mars!

Le forum social mondial : c'est un espace de rencontre ouvert, destiné à tous ceux qui s'opposent au néo-libéralisme et à la domination du monde par toute forme d'impérialisme. Né en 2001 en réponse au forum économique de Davos, qui réunit les leaders économiques mondiaux (dirigeants des multinationales, économistes libéraux, responsables gouvernementaux...), il s'est tenu cette année à Belém en Amazonie : 130 000 personnes y ont participé, venues de tous les continents.

Quelle réponse des gouvernements ?

Les gouvernements ont mis en place des plans de relance qui visent pour l'essentiel :

- à sauver les banquiers de la faillite en faisant payer leurs dettes par les citoyens.

- à favoriser les entreprises, sous couvert de « relance », et, parfois, à dégager quelques modestes moyens pour aider la consommation des ménages.

Au total, ce sont des centaines de milliards de dollars, d'euros... qui ont été injectés dans l'économie depuis 2007, et des milliers de milliards de dettes pourries des établissements financiers qui ont été garanties par les États.

QUAND LE BATEAU COULE, FAUT-IL SAUVER LES SABORDEURS?

Et du G20 ?

Parallèlement, les vingt premières puissances économiques se sont réunies au sein du G20 pour discuter des réformes des marchés financiers. La première déclaration du G20 montre que ces réunions n'auront pour seul but que de sauver le système, en imposant un peu plus de « transparence » dans les marchés financiers : réaffirmation des principes d'« un système financier moderne et toujours plus mondialisé » et de « la concurrence entre les marchés et les systèmes financiers », refus d'une « régulation excessive qui entraverait la croissance et exacerberait la réduction des flux financiers », engagement de relancer les négociations au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) pour accroître la déréglementation économique.

Et ça suffit?

Ces réponses ne s'attaquent pas au coeur du problème, c'est-à-dire à la concentration des richesses entre quelques mains et à la domination des marchés financiers sur l'ensemble de nos sociétés. Au lieu de s'attaquer à la logique du système, les responsables politiques préfèrent détourner l'attention des gens en faisant reposer la responsabilité de la faillite actuelle sur quelques brebis galeuses qu'il faudrait punir (Kerviel, Madoff...). Par ailleurs, elles ne tiennent aucun compte de l'urgence écologique et de la nécessité de convertir nos sociétés à des modes de vie soutenables et donc d'en finir avec une recherche de la croissance à tout prix. Ainsi par exemple, l'essentiel du plan de relance français est consacré à sauver des entreprises automobiles et à construire des routes et des autoroutes alors que l'urgence écologique devrait conduire à développer les transports en commun. Enfin elles ne tiennent pas non plus compte de l'urgence à redonder les rapports entre les pays occidentaux et les pays en voie de développement. Le symbole de cela sont les réunions du G20, qui excluent totalement les pays les plus pauvres de la planète, et notamment ceux d'Afrique.

Mais est-ce si étonnant ? Comment pourrait-on espérer de ceux qui ont construit ce système à coup de dérégulations et de privatisations qu'ils puissent faire autrement ? Par exemple, les propositions de l'Union Européenne pour le G20 ont été préparées par un « comité des sages » d'anciens hauts responsables de la finance. Sur huit membres, quatre sont directement impliqués dans la crise financière par leurs fonctions dans les groupes bancaires : Rainer Masera (Lehman Brothers), Otmar Issing (Goldman Sachs), Jacques de Larosière (BNP Paribas) et Onno Ruding (CitiGroup). Un cinquième, Callum McCarthy, a présidé l'Autorité des services financiers britannique, dont le laxisme dans le contrôle des milieux financiers est notoire. Un sixième, Leszek Balcerowicz, est surtout connu pour s'opposer à toute régulation.

400 MILLIARDS DE DOLLARS c'est le montant total que les gouvernements ont injecté pour sauver les banques

20 000 000 c'est le nombre total de nouveaux chômeurs que la crise pourrait créer dans le monde en 2009 selon l'Organisation internationale du travail

10 500 MILLIARDS DE DOLLARS c'est la fortune cumulée des 100 000 ultra-riches à travers le monde, équivalent à un quart du PIB mondial

80 MILLIARDS DE DOLLARS c'est ce qu'il faudrait par an pour réussir les objectifs du millénaire pour le développement

Vous partagez nos idées ? Alors passez à l'Attac !

Lancée en 1998, l'Association pour la taxation des transaction financières et l'aide aux citoyens est un mouvement d'éducation populaire tourné vers l'action. Inscrit dans le mouvement altermondialiste, elle vise à la reconquête des espaces perdus par la démocratie au profit de la sphère financière. Elle cherche à la fois à dénoncer les mécanismes du capitalisme néolibéral et à être une force de proposition pour dessiner les contours d'un autre monde possible.

En savoir plus sur le net
Site Attac France : www.france.attac.org
Site du collectif français anti G20 : www.stop-g20.org
Speculand, le blog de la crise : www.speculand.com

Ce document a été conçu par Attac France
Ne le jetez pas sur la voie publique, donnez le à vos voisins une fois terminé

Attac France, 66-72, rue Marceau, 93100 Montreuil-sous-Bois, Tél. : +33.(0)1.41.58.17.40 - Fax : +33.(0)1.43.63.84.62

Comprendre pour agir

POUR LA CRISE LES NULS

A lire avant d'ouvrir son parachute doré

attac

Attac propose!

Il est temps de construire une nouvelle organisation économique reposant sur la coopération et non la compétition, visant à la satisfaction des besoins pour tous et non à l'enrichissement infini de quelques-uns. Comme premiers pas significatifs vers ces changements de fond, Attac demande que des mesures concrètes soient prises à l'occasion du G20 :

- Interdiction des paradis fiscaux, qui sont parmi les principaux responsables de la crise actuelle car ils protègent les fonds spéculatifs, encouragent la dérégulation, et favorisent l'opacité des opérations financières en garantissant le secret bancaire.

- Socialisation du secteur bancaire, parce qu'on ne peut pas demander aux citoyens qu'ils financent le sauvetage des banques pour que cet argent aille enrichir leurs actionnaires. Cela signifie un véritable contrôle public du secteur bancaire. Surtout que le secteur privé a montré son incapacité à gérer ces biens publics que sont le crédit et la monnaie.

- Mise en place de taxes globales sur les transactions financières, sur les profits des multinationales, et sur les activités polluantes telles que les rejets de gaz à effet de serre et la production de déchets nucléaires. Ces nouvelles ressources permettront de financer des activités de préservation et de développement des biens publics mondiaux : accès à l'eau, à l'éducation, à la santé, lutte contre le réchauffement climatique, sauvegarde de l'environnement...

- Plafonnement des hauts revenus, car la concentration de la richesse entre quelques mains est un des facteurs majeurs de la crise en ayant favorisé la spéculation. Par ailleurs, on ne peut tolérer, à l'heure où l'on prêche la sobriété et des modes de vie soutenables pour la planète, qu'une caste d'ultra-riches, patrons de multinationales, actionnaires, vedettes de cinéma ou du sport, se vautrent dans le luxe. En France, le bouclier fiscal aggrave une inégalité criante, tout en privant la collectivité de ressources fiscales vitales.

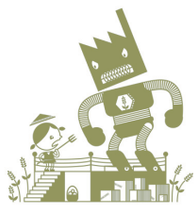
Le chômage explose, la précarité s'accroît, les bas salaires et les retraites sont pressurés, les moyens des services publics sont réduits.

Une crise écologique

Nous consommons chaque année bien plus de ressources que ce que la planète peut fournir. Cette pression génère la pollution des sols et l'effondrement de la biodiversité, la dégradation de la qualité de l'air, des pénuries d'eau, l'épuisement des ressources fossiles et le réchauffement climatique. La crise écologique ne peut être résolue qu'en remettant radicalement en cause notre système de production et de consommation. Il faut rompre avec le productivisme, modèle qui privilégie la création de besoins inutiles au détriment de la satisfaction des besoins fondamentaux pour tous.

Une crise alimentaire

L'effondrement des marchés boursiers mondiaux, allié à la nouvelle recherche de profit dans les agrocarburants, ont amené les spéculateurs à se porter sur les marchés des céréales et des matières premières (blé, riz, maïs, pétrole...). Cette augmentation soudaine de la spéculation arrive après des politiques de dérégulation menées en matière agricole. Celles-ci avaient enlevé tout levier de contrôle des prix de ces ressources que pouvaient posséder les États du Sud et obligé ces derniers à sacrifier les cultures vivrières au profit des cultures d'exportation. La spéculation a donc généré en une explosion des prix des denrées alimentaires. La non moins brutale chute des prix fin 2008-début 2009 a fait place à un nouveau problème, celui de la fragilisation des petits producteurs du Sud.



Capitalisme : Système économique, social et politique, ayant pour base la propriété privée des moyens de production et le salariat, et dans lequel le pouvoir de décision ne revient pas aux salariés, mais aux propriétaires des capitaux investis.